# Retrait immédiat des troupes turques du Kurdistan !

mardi 15 décembre 2015, par KNK (Date de rédaction antérieure : 15 décembre 2015).

En déployant à Mossoul un régiment armé muni de tanks et d'artillerie lourde, sans sollicitation, ni autorisation du parlement kurde ou de l'autorité fédérale irakienne, la Turquie a, une fois de plus, violé le droit international. Le régiment turc se trouve actuellement dans la localité de Bashiqa, au nord-est de Mossoul, région considérée comme un des principaux bastions de Daesh.

Depuis le début de la guerre civile syrienne qui dure depuis déjà quatre ans, la Turquie mène une politique gouvernée par l'hypocrisie et le double jeu. Alors qu'il s'affichait en meilleur ami du jeune Bachar Al Assad, le président turc Erdogan a fait volte-face en exigeant le départ de ce dernier, presque du jour au lendemain. Tout d'un coup, l'AKP a vu dans le renversement du régime syrien une opportunité de faire renaître l'empire ottoman. Loin de vouloir secourir le peuple syrien, le projet d'Erdogan vise à imposer un pouvoir islamiste de style turc non seulement en Syrie, mais aussi dans tout le Moyen-Orient. Avide et ambitieuse, la Turquie a commencé, avec la bénédiction de l'occident, à rassembler et organiser les groupes islamistes les plus extrémistes auxque ls elle a fourni des armes sophistiquées. Ces circonstances politiques ont permis la naissance de Daesh.

La Turquie poursuit ainsi plusieurs objectifs, le plus important étant d'étendre son occupation sur le Kurdistan, au-delà de ses frontières, et d'éliminer le mouvement de libération nationale kurde. Un autre objectif primordial est de mettre la main sur les richesses naturelles du Kurdistan (pétrole, gaz, eau) afin de faire ressusciter l'empire ottoman.

Rappelons comment, dans un discours du 7 octobre 2014, Erdogan a déclaré que la ville de Kobanê allait tomber et a promis de détruire l'esprit kurde de liberté. Remémorons-nous également le blocus turc sur le Rojava. Le soutien tous azimuts de la Turquie à Daesh constitue un crime contre l'humanité.

Malgré la campagne militaire menée par la Turquie contre la guérilla kurde (seule force combattant efficacement Daesh) depuis le 24 juillet, la résistance du mouvement de libération kurde et sa quête de liberté se renforcent de jour en jour. La détermination des résistants kurdes a brisé les rêves de domination de la Turquie et de Daesh. La coopération entre les YPG (Unités de Défense du Peuple), les YPJ (Unités de Défense des Femmes), les Forces démocratiques syriennes, la coalition et, depuis peu, la Russie, représente une opportunité de vaincre Daesh et ses soutiens, en particulier la Turquie.

La libération de Kobanê suivie par celle d'autres zones, en dernier lieu Shengal, Hole, Jarabulus et des zones stratégiques proches d'Alep et de Raqqa, a contraint la Turquie à chercher d'autres moyens pour soutenir Daesh. L'incursion turque au Sud-Kurdistan (Irak) est destinée à ouvrir et assurer une autre voie de soutien à Daesh. Elle représente une menace directe pour la population du Kurdistan et pour le territoire fédéral irakien, elle attise le sectarisme et sème la culture de l'hostilité, de la méfiance et de la haine entre les peuples de la région. Elle fournit par ailleurs un environnement propice à l'extrémisme religieux et au totalitarisme.

Le Congrès national du Kurdistan appelle la Turquie à se retirer immédiatement du Sud-Kurdistan et

exhorte la communauté internationale et les forces démocratiques à soutenir son appel. Le déploiement des troupes turques au Kurdistan ne représente pas seulement une violation de la souveraineté nationale, mais aussi une menace pour la stabilité et la sécurité de la région. Il y a déjà une présence armée dans la zone assurée par les forces de Peshmergas soutenues par la coalition. Il n'est nulle besoin d'une présence indésirable de la Turquie. Nous avons besoin de soutien pour garantir la paix, la stabilité, le progrès et l'égalité hommes-femmes.

Nous appelons la communauté internationale et les forces démocratiques à soutenir l'appel de la population du Kurdistan pour la liberté, l'égalité et la fraternité des peuples de la région.

Congrès national du Kurdistan (KNK)

---

---

**P.-S.**

* Conseil Démocratique Kurde en France (CDKF)
16, rue d'Enghien - 75010 Paris
Tel : 09.52.51.09.34